

2 Politique

Opposition/Manifestation des élèves du secondaire

Les Démocrates soutiennent "avec force et conviction le souci" exprimé par les manifestants

J.K.M

Libreville/Gabon

LES réactions de la classe politique ne se sont pas faites attendre, au lendemain de la descente dans les rues de principales villes du pays des collégiens et lycéens exigeant l'annulation des nouvelles conditions d'attribution des bourses adoptées lors du dernier Conseil des ministres. En effet, dans un communiqué rendu public, hier, les Démocrates, formation politique de l'opposition, par le truchement de leur leader, Guy Nzouba Ndama, ont exprimé leur indignation face "à une spectaculaire régression de la solidarité nationale".



Photo : F.M.Mombo/L'Union

Le leader des Démocrates, Guy Nzouba Ndama, lors d'une précédente sortie; exhorte le gouvernement à «retrouver le bon sens...», pour éviter le pire.

Tout en soutenant "avec force et conviction le souci exprimé par les manifestants de vouloir préserver un acquis de plusieurs décennies synonyme de droit à une éducation équitable" et en appelant le "gouvernement à retrouver le bon sens, afin que la tornade sociale qui commence à gronder dans l'ensemble du pays

ne s'abatte et ne compromette durablement les perspectives d'un Gabon paisible et riche". Cette position de Guy Nzouba Ndama et l'ensemble de ses troupes est d'autant justifiée que, selon lui, "à l'examen, cette mesure, qui viserait selon l'Exécutif à promouvoir l'excellence parmi nos jeunes", se révèle n'être que "pure et simple gageure". Vu que, a-t-il précisé, l'exigence faite désormais aux élèves d'avoir une moyenne de 12/20 au baccalauréat et d'être âgés de 19 ans au moment de leur admission pour bénéficier d'une allocation d'études, "n'est pas rationnellement soutenable au regard de la situation aujourd'hui délabrée et sinistrée de l'école

gabonaise". Plus grave, a-t-il soutenu, "cynique et discriminatoire", cette "réforme sur les bourses ne viendrait que déconstruire malencontreusement l'un des symboles forts de la solidarité nationale qui, par ailleurs, servait à huiler l'ascenseur social". D'autant que, a-t-il mentionné, "grâce à la bourse, plusieurs générations des Gabonais ont pu changer leur situation sociale". D'où, a-t-il indiqué, "désormais, c'est l'inégalité des chances que le gouvernement voudrait définitivement entériner". Non sans s'être insurgé "contre un sacrifice et une tendance à prendre nos jeunes pour des boucs-émissaires de la gestion scabreuse des deniers publics".

Après le le congrès extraordinaire du Rassemblement Héritage et Modernité (RHM)

Quel avenir politique pour Michel Menga ?

Stéphane MASSASSA

Libreville/Gabon

La question était déjà dans les esprits, vendredi dernier, à l'hôtel Boulevard de Libreville, lors de l'ouverture des travaux du premier congrès extraordinaire du Rassemblement Héritage et Modernité (RHM). La casquette de ministre ne cadrant pas actuellement avec la nouvelle ligne politique définie par le Rassemblement pour la Patrie et la Modernité (RPM), qu'advient-il de Michel Menga M'Essone, l'un des pères fondateurs du "RHM" aujourd'hui membre du gouvernement ?

MICHEL Menga M'Essone poursuivra-t-il sa carrière politique au sein du Rassemblement pour la Patrie et la Modernité (RPM) ? C'est la question que se posent aujourd'hui bon nombre de compatriotes et autres observateurs de la vie politique gabonaise, depuis dimanche soir, au sor-



Photo : wilfried MBINAH/L'Union

Le président du RPM, Alexandre Barro Chambrier, définissant la nouvelle ligne politique décidée par les congressistes.

tir des travaux du premier congrès extraordinaire du Rassemblement Héritage et Modernité (RHM). Lequel congrès a vu cette formation politique de l'opposition tourner une page de son histoire en se muant en Rassemblement pour la Patrie et la Modernité (RPM). Dans cette même veine, le parti qui est toujours dirigé par Alexandre Barro Chambrier, a décidé de rendre

plus "claire son positionnement et sa ligne politique", en affirmant son encrage dans "une opposition qui rejette vigoureusement l'utopie, mais qui réfute fermement les compromissions avec le pouvoir". Toute chose qui, à première vue, laisse penser qu'il n'y aurait plus de place pour l'actuel ministre d'Etat à l'Éducation nationale et à la Formation civique. Lui qui

s'est souvent targué, à juste titre, d'être l'un des membres fondateurs de cette formation politique de l'opposition. S'adressant d'ailleurs à tous ceux de ses anciens compagnons qui ont choisi de s'asseoir entre deux chaises, le président du RPM a qualifié cette double posture de "relations incestueuses". «On ne peut pas se revendiquer d'être dans l'opposition et

en même temps être là où vous savez», avait également estimé Alexandre Barro Chambrier dans nos colonnes. Laissant même "à cet aîné (Michel Menga M'Essone) avec qui il n'a personnellement aucun problème", la latitude de voir si la nouvelle ligne politique définie par le parti, convient à ses objectifs et...intérêts.



Photo : wilfried MBINAH/L'Union

Michel Menga M'Essone (premier plan) s'était (?) invité aux premières assises du RHM.

Dans un autres cas, on imagine mal l'actuel membre du gouvernement ramener à la vie ce que ses "anciens compagnons" ont décidé de tuer, et en faire son propre parti politique. Ce qui paraît, pour certains observateurs, peu probable. Pourtant, l'expérience nous enseigne qu'en politique, tout est possible. Il lui suffirait de rassembler quelques moyens financiers et des hommes pour l'accompagner. Sur ce dernier, ce ne sont des "fidèles" qui manqueraient à Michel Menga M'Essone. Il en a certainement... Pour le moment, le moins que l'on puisse dire, c'est que l'homme entend "conserver et préserver son maroquin" jusqu'au bout. Il l'a d'ailleurs fait savoir au sortir de la cérémonie d'ouverture du congrès où sa présence, à en juger par l'étonnement qui se lisait sur les visages des congressistes, n'était pas...la bienvenue.

Union des Conseils économiques et sociaux et institutions similaires d'Afrique

Le leadership du Gabon reconnu

J.K.M

Libreville/Gabon

LE président du Conseil économique, social et environnemental (CESE), René Ndemezo'Obiang, a pris part, récemment, à Abidjan (en Côte d'Ivoire), aux travaux du bureau de l'Union des Conseils économiques et sociaux et institutions similaires d'Afrique (UCESA). Des assises à l'issue desquelles, notre pays s'est vu confier l'organisation de l'assemblée générale électorale en 2021 et devrait, à cette occasion, occuper la présidence de l'UCESA. Ce

qui constituera une première car, depuis la mise sur pied de cette organisation en 2001, la présidence de l'UCESA n'a jamais été attribuée à un pays de la sous-région d'Afrique centrale. Celle-ci était toujours exercée par les États de l'Afrique de l'Ouest ou du Nord. C'est dire que la tenue, en 2021, dans notre pays, de l'assemblée générale électorale de cette Organisation panafricaine constitue, dans une certaine mesure, la marque de la reconnaissance du leadership et du dynamisme du Gabon en son sein. Du reste, au cours du conclave qui s'est tenu dans la capitale écono-

mique ivoirienne, René Ndemezo'Obiang, par ailleurs, vice-président de l'UCESA pour l'Afrique centrale, s'est fait fort de rendre compte à ses pairs des missions qu'il a effectuées en Angola, Guinée équatoriale et Sao-Tome et Principe en vue d'amener ces trois États de la sous-région à adhérer à l'UCESA. Et, sur proposition du Gabon, la République démocratique du Congo (RDC) a été élue membre du conseil d'administration de l'Association internationale des Conseils économiques et sociaux d'expression francophone (AICESIF). Au cours de leurs travaux,



Photo : DR

Le président du CESE, René Ndemezo'Obiang, a pris activement part aux assises d'Abidjan en Côte d'Ivoire.

les participants aux assises d'Abidjan se sont penchés sur un certain nombre de points inscrits à leur ordre

du jour. Notamment : information, adoption du compte-rendu de la réunion du bureau de l'UCESA qui

s'était tenue, en novembre dernier, à Libreville ; exposé des activités connexes, désignation des membres de l'UCESA au sein du conseil d'administration de l'Association internationale des Conseils économiques, sociaux et institution similaires (AICESSI), contribution de l'UCESA, etc. De même, le président en exercice de l'UCESA, Boukassoum Haïdara, président du Conseil économique social et culturel du Mali, a dressé le bilan des activités en cours et le niveau de la feuille de route qu'il a estimé "satisfaisant".